

Proposition présentée par les députés :

M^{mes} et MM. Jean Burgermeister, Caroline Marti, Jean Rossiaud, Katia Leonelli, Emmanuel Deonna, Christian Zaugg, Salika Wenger, Olivier Baud, Diego Esteban, Jean-Charles Rielle, Sylvain Thévoz, François Lefort, Pierre Vanek, Pierre Bayenet, Christian Dandrès, Léna Strasser, Pablo Cruchon, Jocelyne Haller, Youniss Mussa, Mathias Buschbeck, Paloma Tschudi, Alessandra Oriolo, Marjorie de Chastonay, Jean Batou, Salima Moyard, Isabelle Pasquier, Yves de Matteis

Date de dépôt : 8 avril 2019

Proposition de résolution

Soutenons les droits démocratiques du peuple kurde

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- la répression violente dont sont victimes les Kurdes en Turquie ;
- les nombreuses incarcérations dont sont victimes les opposant-e-s politiques au gouvernement turc, notamment les militant-e-s kurdes et les membres du HDP ;
- les nombreuses violations des droits humains et démocratiques par l'Etat turc ;
- les conditions de détention des prisonnier-ère-s politiques kurdes ;
- le fait que la grève de la faim menée par des milliers de personnes ne peut pas rester sans réponse ;
- la responsabilité de Genève, comme capitale des droits humains et siège de l'ONU,

invite le Conseil d'Etat

- à prendre position en faveur des droits démocratiques des Kurdes ;

-
- à œuvrer par tous les moyens diplomatiques à sa disposition pour la libération des prisonniers politiques en Turquie ;
 - à soutenir la communauté kurde et les forces démocratiques à Genève dans leur mobilisation, notamment en délivrant les autorisations de rassemblement ;
 - à interpeller le Conseil fédéral afin qu'il prenne position en faveur des droits démocratiques, conformément à l'art. 54 al. 2 de la Constitution qui précise que la Suisse s'engage « à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples ».

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les député-e-s,

Au Kurdistan, en Turquie et dans plusieurs pays européens, des milliers de Kurdes ont entamé une grève de la faim pour exiger la libération des prisonnier-ère-s politiques en Turquie et un véritable processus de paix de la part du gouvernement turc.

A Genève, une personne est en grève de la faim depuis le 20 février 2019. Avant cela, Leyla Güven, députée HDP incarcérée en Turquie, avait fait de même. En grève de la faim depuis le 7 novembre dernier, elle a été relâchée en janvier. Le 16 décembre dernier, 331 prisonniers politiques kurdes ont également débuté une grève de la faim. Ils ont été rejoints par près de 7000 prisonnier-ère-s, kurdes ou non, le 1^{er} mars. Entre-temps, d'autres ont entrepris des mesures similaires en Irak, en Ecosse, aux Pays-Bas, en Autriche ou encore en Belgique.

L'ampleur du mouvement et la durée de ces grèves de la faim témoignent de la situation dramatique du peuple kurde, qui subit une répression féroce en Turquie (sans parler de l'Irak, de l'Iran ou de la Syrie) et est victime d'une agression militaire dans la province d'Afrin. Le régime d'Erdogan poursuit sa dérive autoritaire. La censure, l'incarcération des opposant-e-s et les agressions militaires sont devenues monnaie courante au Kurdistan. Plus largement, c'est toutes celles et tous ceux qui s'opposent à la politique de l'AKP qui sont victimes de la répression, notamment les membres du HDP, dont le coprésident Selahattin Demirtas est actuellement en prison.

Devant ces agressions systématiques, le bafouement des droits humains et démocratiques élémentaires, la communauté internationale ne peut pas rester muette. Il est urgent de prendre clairement position en faveur du droit des Kurdes à l'autodétermination et la libération des prisonnier-ère-s politiques. De par son engagement historique en faveur des droits humains, le canton de Genève a le devoir de se positionner. Jusqu'ici, il a au contraire choisi le silence complice, refusant même le droit à se rassembler sur la place des Nations à la communauté kurde. Le Conseil d'Etat doit également interpeller le Conseil fédéral sur ce sujet afin de le pousser à prendre position. Les récentes élections municipales en Turquie ont montré un véritable affaiblissement du gouvernement. Il est maintenant urgent d'agir pour soutenir les forces démocratiques.

Pour ces différentes raisons, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les député-e-s, d'accorder un bon accueil à cette résolution.